

L'Europe du Centre-Est, entre quête de stabilité et tentation populiste

par Jacques Rupnik

Le paysage politique de l'Europe du Centre-Est est marqué par le contraste entre une grande *fragilité des systèmes de partis* issus de la dernière décennie et la relative consolidation des systèmes de démocratie parlementaires, entre une quête de stabilité qui souvent se traduit par le renforcement de l'assise électorale de partis socio-démocrates (post-communistes) comme en Pologne et en Lituanie et la forte poussée de forces populistes hostiles au projet d'intégration européenne. En effet, les élections dans plusieurs pays de la région (Roumanie, Bulgarie, Lituanie, Pologne) confirment que l'*alternance* est acceptée par les protagonistes de la vie politique sans compromettre le fonctionnement des institutions démocratiques mises en place depuis 1990. Cependant, on assiste parallèlement à un processus préoccupant d'*implosion des partis politiques ou des coalitions qui ont mis en place les réformes* ainsi que l'orientation pro-européenne de la dernière décennie. C'est ainsi qu'en Roumanie, les partis de la coalition de droite, qui s'était présentée à son arrivée au pouvoir fin 1996 comme la rupture tardive, mais réelle, avec l'ancien régime communiste, ont été balayés lors des élections de l'automne 2000, le président sortant Emil Constantinescu préférant ne pas se représenter tant ses chances de réélections étaient insignifiantes. De même, l'Union des forces démocratiques en Bulgarie, dont le gouvernement avait mené des réformes économiques et monétaires courageuses, a subi une cuisante défaite aux élections de juin 2001. Mais c'est sans doute en Pologne que le choc fut le plus spectaculaire lors des élections de septembre 2001 avec l'éclipse complète des deux composantes de la coalition : l'Union pour la liberté de Bronislaw Geremek et l'AWS (Alliance Electorale Solidarité), dont aucune n'est désormais représentée au sein de la Diète. Il est possible (si l'on suit les sondages) qu'un sort analogue attende la plupart des partis de la coalition au pouvoir en Slovaquie aux élections prévues en 2002. Autrement dit, il y a un prix politique à payer pour l'introduction de réformes impopulaires, mais surtout, et c'est plus préoccupant, le système de partis, douze ans après la chute du communisme, reste fragmenté et imprévisible, ce qui n'est pas un gage de stabilité pour l'avenir des institutions.

Le second trait marquant du paysage politique est la *recherche de la stabilité politique* qui se traduit par un soutien renforcé donné aux partis sociaux-démocrates (ex-communistes) comme en Pologne (victoire claire avec 41 % des voix) ou, en Lituanie, par le retour aux affaires à la fin juin 2001 d'Algirdas Brazauskas, l'ancien chef du parti communiste reconverti dans une variante pragmatique de la social-démocratie. Cette même quête de stabilité explique la formation contre-nature à Prague d'un gouvernement minoritaire social-démocrate (qui, à la différence de tous ses voisins, n'est pas post-communiste) toléré par son principal rival, le parti de la droite libérale de Vaclav Klaus. Seule la Hongrie semble avoir aujourd'hui un système de partis stable avec une droite dont le pivot est le parti Fidesz du Premier ministre Victor Orban et une gauche dont le pôle rassembleur est le parti socialiste.

Le troisième aspect, la véritable nouveauté, c'est la percée sur la scène politique et dans les institutions parlementaires de *forces populistes jouant tantôt sur la défiance par rapport à la classe politique, tantôt sur le registre du nationalisme*. En Roumanie, Vadim Tudor, le démagogue ultra nationaliste, obtint plus d'un quart des voix aux élections présidentielles. En Bulgarie ce fut, certes dans un style très différent, la victoire sans partage en juin de Simeon II, l'ex-roi rentré d'exil en février. En Pologne, deux partis extrémistes, Samoobrona (Autodéfense) et la Ligue des familles polonaises comptent environ un cinquième de l'électorat. En Slovaquie, les sondages annoncent le retour du mouvement de Vladimir Meciar, principal artisan du divorce tchéco-slovaque en 1992, mais aussi l'émergence de nouvelles formations populistes : celle de Robert Fico Smer (Direction) et celle de Pavol Rusko, le propriétaire de l'influente chaîne de télévision privée TVMarkiza (ANO)

Alliance du nouveau citoyen). Tous ces événements sont la manifestation d'un vote protestataire des « perdants » de la transition à l'économie de marché, mais traduisent aussi pour la première fois l'émergence de forces politiques ouvertement hostiles à l'entrée de leur pays dans l'Union européenne. C'est ce dernier aspect qui, à la veille de décisions importantes de l'UE sur son futur élargissement à l'Est, est le plus préoccupant.

Au-delà de ces caractéristiques communes, il existe, bien entendu, une grande diversité des situations.

En **Roumanie**, le score du parti de la Grande Roumanie (Romania Mare), mélange de nationalisme xénophobe, d'hostilité à l'Occident et de démagogie (rejet en bloc de toutes les élites politiques comme corrompues) fut un véritable choc sur la scène politique roumaine favorisant une certaine recomposition. Alors que, dans les années quatre-vingt-dix, le clivage principal opposait les ex-communistes, avec pour leader le Président Iliescu, aux partis du centre-droit regroupant les partis « historiques » (parti national-paysan et parti libéral) et les forces issues des changements de l'après 1989 voulant rompre avec l'héritage du communisme en rompant aussi avec le post-communisme d'Iliescu, au second tour de la dernière élection présidentielle, on retrouve ce dernier érigé en ultime rempart de la démocratie face à Vadim Tudor, champion du nationalisme autoritaire. Même les adversaires d'hier appelèrent à voter pour l'ex-communiste afin de ne pas compromettre l'avenir européen du pays. Et force est de constater que, un an après, le gouvernement d'Adrian Nastase amorçe un redressement économique, lance de nouveaux programmes pour favoriser l'intégration des Roms, promet un meilleur contrôle de ses frontières et reçoit de la Commission de l'UE un rapport annuel incomparablement plus favorable que celui de l'automne 2000 qui avait classé la Roumanie en dernière position parmi les pays candidats à l'entrée dans l'Union.

La **Bulgarie** a connu une autre surprise aux élections législatives de juin 2001 avec la victoire de « mouvement national Siméon II », totalisant 43 % contre 18 % à la droite sortante et 17 % aux socialistes (ex-communistes). Simeon II, qui avait quitté la Bulgarie en 1946 sans avoir formellement abdiqué, revenu en février de son exil espagnol sans aucun appui partisan, a réussi en juin à obtenir la moitié des sièges au Parlement (ce qui impliquait l'arrivée massive d'un personnel politique nouveau totalement inconnu six mois auparavant et sans aucune expérience dans ce domaine). Comment expliquer cette recomposition soudaine du paysage politique ? D'abord par la fragilité et le discrédit d'un système bi-polaire : l'opposition figée entre les « Bleus » et les « Rouges » héritée de la chute de l'ancien régime à la fin de 1989 n'était plus perçue par les électeurs comme pertinente pour structurer le champ politique. Siméon II a réussi à prendre des voix aux deux forces rivales en s'appuyant sur une campagne médiatique qui mobilisa une double symbolique : celle de la continuité avec le passé pré-communiste et l'arrivée sur la scène politique d'un personnage charismatique, extérieur à la classe politique bulgare. Cette double extériorité, qui fut la cause du succès fulgurant de Siméon II, pourrait s'avérer être aussi son talon d'Achille. En effet, au lieu de restaurer la monarchie (il ne peut se présenter à la présidentielle car il faut, selon la Constitution, avoir résidé au moins les cinq dernières années dans le pays) ou rester « en réserve de la république », il a accepté la responsabilité de diriger un gouvernement confronté à la gestion de graves difficultés économiques et à l'impossibilité de satisfaire les promesses inconsidérées faites pendant sa campagne éclair. Ainsi l'homme qui jouissait d'une légitimité traditionnelle en tant que roi, doublée d'une légitimité démocratique en tant que vainqueur des élections, cherche-t-il à s'imposer sur le terrain improbable de la légitimité technocratique du gestionnaire de l'économie. C'est le moyen le plus sûr de décevoir les électeurs qui, ne se reconnaissant plus dans les partis traditionnels, se sont tournés vers l'homme providentiel et le retour dans le giron du paternalisme.

La **Pologne** a sans doute connu le tremblement de terre électoral le plus important. En effet, les élections législatives du 23 septembre représentent la fin d'une époque, la défaite historique des forces politiques identifiées à la chute du régime communiste : ni l'Union pour la Liberté (UW) de Bronislaw Geremek, historien, ancien conseiller de Solidarité devenu ministre des Affaires

étrangères, ni son partenaire au sein de la coalition gouvernementale, l'Alliance électorale Solidarité, héritière du syndicat devenu symbole de l'opposition à l'ancien régime, n'ont obtenu les 5 % nécessaires pour se maintenir au Parlement. Ironie de l'histoire, l'éclipse politique des anciens opposants au communisme s'accompagne d'une victoire massive des sociaux-démocrates (ex-communistes). En somme, selon la formule de Jan Krauze, « les hommes d'hier sont remplacés par les hommes d'avant-hier ». La formule est cruelle et à certains égards trompeuse. Les hommes de la coalition sortante n'étaient pas (seulement) ceux issus de la lutte de Solidarnosc, de même que la gauche d'aujourd'hui (le SLD) n'est pas composée uniquement de survivants de l'appareil communiste. Il reste la troisième nouvelle donnée de l'élection polonaise : l'entrée en force au Parlement de rassemblements populistes et nationalistes. Le mouvement Autodéfense de Lepper a fait 10 % ainsi que la très catholique et très nationaliste Ligue des familles polonaises. Si l'on ajoute à cela une partie de l'électorat du parti paysan nous arrivons à environ un quart de l'électorat rejetant en bloc non seulement la politique de réformes suivies depuis une décennie, mais surtout la classe politique considérée comme corrompue.

Certes les SLD (sociaux-démocrates) ont formé un gouvernement de coalition avec le parti paysan (comme après les élections de 1993) et donnent des gages de modération économique et financière (le problème de la Pologne n'est pas une crise économique, mais une crise budgétaire), affirment leur priorité à la préparation de l'entrée dans l'UE et organisent un sommet centre-européen avec les Américains pour aider la coalition contre le terrorisme. Il reste que les résultats de ces élections sont préoccupants pour plusieurs raisons. Le système politique est mis à mal non seulement par l'implosion des partis politiques, mais aussi par le déséquilibre entre un pouvoir concentré dans les mains des ex-communistes (président, gouvernement, Parlement) et une opposition extraordinairement fragmentée. La droite libérale modérée disparaît, à moins que Plateforme Civique ne prenne le relais de l'Union pour la Liberté (puisqu'elle fait le même score que cette dernière il y a quatre ans). L'éclipse des intellectuels issus de la dissidence représentera à coup sûr un appauvrissement de la culture politique et du courant pro-européen. D'autant plus que les forces « antipolitiques » qui entrent au parlement le font ouvertement sur un programme anti-européen. La Pologne, qui n'a pas réussi à ancrer un parti libéral moderne pro-européen (manque d'assise sociale) verra-t-elle ainsi naître une droite national-chrétienne, populiste et antieuropéenne ?

C'est cette dernière interrogation, commune à plusieurs pays de la région, qui révèle la question européenne comme un clivage émergent de politique intérieure. Plus l'on se rapproche de l'Europe, plus il est naturel qu'il y ait différenciation. Mais l'on observe un effritement dans la plupart des pays candidats les mieux placés du soutien à l'élargissement de l'UE (Hongrie 65 %, Pologne 55 %, République tchèque 45 %). Si la tendance devait se poursuivre, plusieurs pays verraient le référendum annoncé sur l'entrée dans l'UE transformé en test majeur de la maturité politique des pays d'Europe du Centre-Est.